

Mobilisé-e-s les 20 et 27 mars pour les Cantonales



N° 605
DU 12 AU 18 MARS
1,5€

10, rue de Solférino
75333 Paris Cedex 07
Tél.: 01 45 56 77 52 - Fax: 01 47 05 27 70
hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION ET DIRECTEUR DE LA PUBLICATION • David Assouline
• RÉDACTRICE EN CHEF Stéphanie Platat
• JOURNALISTE RÉDACTRICE Charlotte Collonge (76 58) • PHOTO Philippe Grangeaud (76 00) • MAQUETTE Florent Chagnon (79 44) • FLASHAGE ET IMPRESSION PGE (94) Saint-Mandé • N° DE COMMISSION PARITAIRE : 0114P11223 • ISSN 127786772
"L'Hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communications, tiré à 25 200 exemplaires



L'AGENDA

14 mars

► Forum des Idées

"Pour une justice indépendante, respectée, efficace et protectrice" à l'Assemblée nationale de 17h à 21h

30 mars

► Rendez-vous

Entretiens de Solférino, invité André Brahic, astro-physicien.
Renseignements :
01 45 56 76 13 ou
formation@parti-socialiste.fr

20 et 27 mars

► Élections cantonales

Retrouvez l'agenda sur
parti-socialiste.fr



L'info en continu

Pascale Gérard, Bruno Julliard, 2/03/11

Apprentissage

« Rien ne peut se faire en matière d'apprentissage sans les régions, curieusement absentes du discours présidentiel sur la formation, alors qu'elles ont compétence en matière d'apprentissage depuis 1982 et que les régions socialistes consacrent à l'avenir des jeunes plus d'un quart de leur budget. »

Pierre Moscovici, 7/03/11

Front national

« Il y a actuellement une montée du Front national qu'il ne faut pas prendre à la légère. Je garde trop de souvenirs ayant été le ministre, l'ami de Lionel Jospin, du 21 avril 2002, de ce qu'on n'a pas entendu, de ce qu'on n'a pas écouté, de ce qu'on a sous-estimé. Je ne crois pas aujourd'hui franchement que Marine Le Pen soit à 23 %, mais je pense qu'il y a une montée du FN, une stagnation de la gauche, et une crise à droite telle que rien n'est impossible. Il faut donc réagir maintenant. »

François Hollande, 7/03/11

Sondage

« Il y a une nécessité pour la gauche d'être au rendez-vous de 2012, c'est-à-dire à la fois de répondre aux inquiétudes des Français et en même temps d'être capable d'être forte au premier tour des élections présidentielles, d'être forte, à travers le candidat socialiste. (...) La gauche doit être plus positive, porteuse d'un message fort, capable de lever une espérance et en même temps, elle doit être moins dispersée. »

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

2023

C'est le nombre de cantons qui seront renouvelés les 20 et 27 mars prochains. Depuis 2008, 58 départements sont détenus par la gauche. Les départements prennent notamment en charge la protection sociale, la construction et l'entretien des collèges... Pour tout savoir sur les cantonales, consultez notre site : parti-socialiste.fr/cantonales

BUREAU NATIONAL

Solidarité avec le mouvement pour la démocratie en Libye

En Libye, le mouvement pour la démocratie est confronté à une contre-offensive violente de Mouammar Kadhafi. « Le Conseil national indépendant créé par les insurgés est aujourd'hui le seul représentant légitime du peuple libyen » estime le Parti socialiste qui appelle à dépasser la simple dénonciation ou condamnation du régime Kadhafi.

Le Parti socialiste demande au gouvernement français, à l'Union européenne et à l'ONU de prendre des initiatives fortes pour venir concrètement et efficacement en aide au peuple libyen et aux réfugiés. « La mise en place d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye, soutenue par la Ligue arabe et souhaitée par le Conseil national libyen, est une urgence » affirme le PS réuni en Bureau national, pour protéger la population des bombardements aériens, et permettre la mise en place d'une aide humanitaire pour la population. « L'objectif ultime de toutes ces mesures sur le plan politique doit être le départ du dictateur libyen », conclut le PS qui demande également « une augmentation significative des aides aux réfugiés qui vivent dans les pays voisins, notamment en Tunisie. »

Un grand plan pour l'emploi des jeunes

Alors que plus de 660 000 jeunes de moins de 25 ans sont aujourd'hui au chômage, qu'un jeune Français met entre huit et onze ans pour entrer durablement sur le marché du travail, l'emploi des jeunes s'impose comme l'un des défis majeurs de notre société.

« Le gouvernement ne saisit ni la gravité ni l'urgence de cette situation faite de déclassement et de précarité grandissante de la jeunesse. Sa politique ne comporte aucun message positif à l'égard de la jeunesse, aucune priorité pour l'emploi des jeunes » a commenté le BN.

Le PS a donc proposé « un grand plan pour l'emploi des jeunes ». Ce grand plan comporte 10 mesures concrètes comme la création de 300 000 « emplois d'avenir », dont certains dans le secteur du développement durable, dont une partie sera destinée en priorité aux jeunes des territoires défavorisés ; la création d'un « dispositif nouvelle chance » pour les jeunes décrocheurs, un arsenal de mesures anti-précarité, comme la limitation des contrats précaires ou l'extension du RSA pour les jeunes de moins de 25 ans en fin de droits. Face à l'absence de volontarisme du gouvernement, le Parti socialiste propose un véritable « choc de confiance » pour l'emploi des jeunes en 2012.

La conquête des droits des femmes reste à poursuivre

Nicolas Sarkozy a profité de la journée internationale des droits de femmes pour nier la réalité des discriminations dont sont toujours l'objet les femmes et pour remettre en cause la nécessité d'agir pour l'égalité des droits entre les femmes et les hommes. Le Parti socialiste condamne ces déclarations qui illustrent une nouvelle fois le mépris de la droite pour l'égalité et la justice.

Les droits des femmes régressent à cause de la politique gouvernementale : inégalités professionnelles ignorées, droit à l'IVG menacé par les restructurations hospitalières, parité remise en cause par la contre-réforme territoriale, lutte pour la sécurité et contre les violences faites aux femmes négligées alors même que ce sujet était censé être la grande cause nationale 2010. « Pour nous socialistes, féministes, la défense des droits et la construction de l'égalité réelle doivent être des objectifs prioritaires, a déclaré le PS, à tous les niveaux, du local à l'international, et dans tous les domaines, l'égalité femmes - hommes doit être une priorité pour plus de justice, et pour défendre l'universalisme et la promotion des droits des femmes. »

SUR MA PILE



Un enjeu de civilisation

À l'initiative du Laboratoire des idées, une cinquantaine de chercheurs et d'intellectuels a participé, en citoyens, au livre collectif *Pour changer de civilisation*, préfacé par Martine Aubry. Le livre est construit autour de quatre grands thèmes : « Le courage d'affronter le désordre du monde », « Pour une société du respect : vers l'égalité réelle », « Pour une société créative » et «

Réinventons la démocratie ! ». Il réunit des contributions résolument tournées vers l'avenir et les défis que nous devons affronter, écrites par des économistes (Daniel Cohen, Philippe Askenazy, Thomas Piketty...), des philosophes (Pierre Rosanvallon, Fabienne Brugère...), des sociologues (Camille Peugny, Michel Wieviorka, Saskia Sassen...), des architectes, des innovateurs... Les auteurs, le Laboratoire des idées

(présidé par Christian Paul, député de la Nièvre) et Martine Aubry ont ainsi souhaité contribuer à l'élaboration du projet socialiste, en l'enracinant dans les travaux de la recherche et dans l'environnement intellectuel de notre époque.

► *Pour changer de civilisation, Martine Aubry avec 50 chercheurs et citoyens, Ed. Odile Jacob, février 2011, 439 pages*

Les socialistes à l'offensive

À l'Assemblée

C'était le point du « discours de Grenoble » prononcé par Nicolas Sarkozy l'été dernier. Grâce tout d'abord au combat des députés socialistes auquel se sont ralliés près de 70 députés UMP et « la confédération des centres », la mesure visant à déchoir de leur nationalité les personnes devenues françaises depuis moins de dix ans qui se sont rendues coupables de crime à l'encontre de personnes dépositaires de l'autorité de l'État a finalement été abandonnée. Elle était pourtant la mesure phare du projet de loi sur l'immigration et avait été introduite à la demande express du président de la République. Les députés l'avaient adoptée en première lecture, les Sénateurs l'avaient, eux, retoquée. Cette extension de la déchéance de la nationalité avait alors été réintroduite en commission des lois. « Ce renoncement, c'est la fin d'une polémique qui faisait de plus en plus de dégâts au sein de la majorité », a déclaré Sandrine Mazetier qui suit le débat sur

l'immigration pour le groupe socialiste, plutôt que de risquer une extension de la dissidence, ils ont préféré éteindre le support de cette dissidence ». L'abandon de la réforme de la déchéance de la nationalité ne doit toutefois pas cacher une autre réforme à laquelle les députés PS sont particulièrement opposés. Celle qui prévoit de retarder de deux à cinq jours l'intervention en rétention du juge des libertés et de la détention, « une autre disposition anti-constitutionnelle » a commenté la députée de Paris.

Au Sénat

Le groupe socialiste se félicite des avancées obtenues sur la directive européenne relative aux soins de santé transfrontaliers. Auteur d'un rapport d'information sur le sujet et instigateur d'une résolution adoptée en février 2009 par le Sénat, Roland Ries, Sénateur du Bas-Rhin et maire de Strasbourg, s'avoue « satisfait » du compromis finalement trouvé. « Même si aujourd'hui

les citoyens européens qui se font soigner ailleurs que dans leur pays sont très peu nombreux, ce phénomène est appelé à se développer du fait de la mobilité des personnes et des travailleurs », souligne-t-il. Deux points importants ont été modifiés. Tout d'abord, le groupe socialiste a fait en sorte de permettre « la planification de l'offre de soins » et de prévenir le « tourisme médical ». « Nous avons réussi à conjurer ce danger en introduisant un système d'autorisation préalable en cas de traitement nécessitant au moins une nuit à l'hôpital, explique le Sénateur du Bas-Rhin, ce qui permet d'éviter que des mouvements de patients d'un pays à l'autre viennent déséquilibrer les dispositifs prévus pour les populations locales ». Autre avancée : il était prévu que le patient avance les frais. Désormais, la directive laisse le choix aux États membres d'affiliation de payer directement le prestataire de soins.



L'info en continu

Anne Hidalgo, 7/03/11

Leurre

« Regardons au fond ce que propose Marine Le Pen. Elle a sur le plan économique des propositions ultra-libérales, son parti reste totalement ancré dans son histoire, xénophobe, raciste. C'est un leurre, il faut le dénoncer, le démontrer et ne pas en rester à l'image. L'image de la fille par rapport au père peut être plus séduisante, mais les Français n'exprimeront plus un attachement ou un intérêt pour Marine Le Pen quand ils sauront réellement ce qu'elle propose. »

Événement

« Aller plus loin que la réponse à l'actualité pour mieux comprendre les mouvements de fond qui ont travaillé les sociétés du monde arabe », c'est ainsi que Christian Paul, président du Lab, a présenté le séminaire organisé par le PS et le Lab sur « les révolutions du monde arabe et les initiatives de la France et de l'Europe en Méditerranée ». Le PS avait invité des chercheurs et des intellectuels, Hubert Védrine, Henry Laurens, Sophie Bessis, Gilles Manceron, Michel Wieviorka et Jean-François Bayart. « La France a été à l'arrière garde diplomatique » a notamment commenté Harlem Désir. Tous les participants ont ainsi souligné l'existence de signes annonciateurs de ces révolutions, et ont insisté sur le temps nécessaire à la mise en place du processus démocratique.

REPORTAGE

Les cantons, la ruralité et les services publics

En déplacement en Côte-d'Or (21) pour soutenir les candidats des forces de progrès aux cantonales, Martine Aubry a profité de sa visite pour se rendre à la ferme de Maria Challan-Belval, maire de Moutiers-Saint-Jean. L'occasion de confronter à nouveau le projet socialiste à la réalité du monde rural. Avec ses 300 bovins dont 85 vaches laitières répartis sur 280 hectares, l'exploitation laitière de Maria a subi de plein fouet la suppression des quotas laitiers. « L'avenir est en forme de point d'interrogation, reconnaît la famille d'exploitants, nous n'arrivons pas à avoir de trésorerie. » Une incertitude partagée par la maire de Montbard, Christelle Silvestre : « L'État ne remplit pas ses obligations, dans tous les domaines, nous faisons les frais des suppressions de postes ». « Lors de sa visite dans cette commune en septembre dernier, Nicolas Sarkozy a dit que s'il devait choisir entre donner de l'argent aux entreprises ou aux collectivités, il choisirait les entreprises, a dénoncé Martine Aubry, nous, nous ne choisissons pas, nous avons besoin des collectivités pour avoir une vision du territoire et aider les plus fragiles. » Un

argument repris par les participants à la table-ronde dédiée aux services publics dans le monde rural. Enseignant, médecin de campagne, aide-soignant... tous ont déploré la « casse des services publics », comme l'a résumée Claude Darciaux, députée de Côte-d'Or qui a en outre détaillé la proposition de loi des socialistes sur le bouclier rural. Robert Grimpret, candidat PRG aux cantonales a évoqué l'endettement de la commune où il vit pour maintenir à tout prix une agence postale. « Depuis 29 ans qu'elle dirige le conseil général, la droite pratique la stratégie du bouc-émissaire plutôt que d'assumer ses responsabilités dans le recul des services publics », a affirmé François Rebsamen, maire de Dijon et Sénateur de Côte-d'Or. Il a mis en garde contre « cette pratique nationale qui consiste à cliver ». À rebours « d'une droite qui ne sait que diviser », Martine Aubry a également réagi au débat sur l'islam que Nicolas Sarkozy entend mener, la Première secrétaire a ainsi plaidé pour « un projet républicain qui s'adresse à tous ».

► Retrouvez l'intégralité des propositions du PS sur l'agriculture sur parti-socialiste.fr/lepspropose





ÉLECTIONS CANTONALES

Cinq raisons de voter socialiste les 20 et 27 mars

Dans votre département, les socialistes agiront pour défendre les territoires et préparer l'avenir. Cinq mesures phares seront mises en œuvre

1

Pour construire ensemble le « bien vieillir » et lutter contre la dépendance

Un pack autonomie permettant le maintien à domicile dans de bonnes conditions des personnes âgées qui le souhaitent : aménagement de l'habitat individuel (aides conditionnées aux ressources) et renforcement des services d'aide à domicile avec la systématisation des actions de portage de repas.

2

Pour l'éducation et la réussite de nos enfants

Réhabiliter, rénover et construire des collèges dotés des équipements modernes nécessaires à la réussite de nos enfants.

3

Généraliser les tarifs solidaires et/ou dégressifs des cantines et des transports scolaires en fonction du quotient familial.

4

Pour garantir à toutes et à tous l'accès à la santé dans de bonnes conditions

Permettre l'ouverture de maisons de santé pluridisciplinaires regroupant des professionnels de santé accessibles à tous dans des conditions de service public et des tarifs conventionnés.

5

Pour l'emploi

Développer l'accès au microcrédit social personnel ou professionnel et les prêts d'honneur départementaux pour soutenir des projets d'entreprises ou de développement des PME.

Nous nous engageons à maîtriser les dépenses. Avec les socialistes, chaque euro dépensé est un euro utile pour préparer l'avenir et protéger nos territoires. Les départements sont bien gérés : ils représentent 6% de la dépense publique alors qu'ils prennent en charge une bonne partie des dépenses sociales (RSA, APA, Aide sociale à l'enfance, etc.) qu'ils entretiennent les routes et qu'ils financent les collèges, etc.

Voter socialiste, c'est voter pour des élu-e-s de terrain qui agiront pour que les services publics essentiels soient préservés et accessibles sur tous les territoires (santé, Pôle emploi, La Poste, administrations, police ou gendarmerie, etc.). Nous mettrons en place un véritable bouclier territorial pour lutter contre la désertification des services publics.

Les 20 et 27 mars, Votez socialiste



Installez une application de reconnaissance de code-barre sur votre Smartphone et flashez le code ci-dessus pour retrouver le dossier Cantonal du PS.